



CHRONIQUES DES NOUVELLES CONFLICTUALITÉS



Chine et cryptomonnaie : les deux faces d'une même pièce

Par Gabrielle Gendron

À l'heure des débuts imminents du yuan numérique, la Chine vient d'interdire tous types d'activités liées aux autres cryptomonnaies. Cette décision bouleverse les chaînes d'approvisionnement mondiales de ce commerce et pousse les entreprises de « minage » de devises numériques à se relocaliser, notamment au Canada.

Depuis le 24 septembre dernier, la Banque centrale de Chine juge illégaux tous types d'activités commerciales liées aux devises numériques. Point culminant d'une relation qui se complexifie depuis des années, cette dernière annonce est un signal fort envoyé par Pékin à l'industrie des cryptomonnaies, et à tous les individus et entreprises qui gravitent autour de ce marché. Depuis l'ouverture de la première bourse de bitcoins en 2011, l'essence de la cryptomonnaie, qui permet des transactions décentralisées et anonymes et qui peut être librement émise par des particuliers et des entreprises privées, est l'antithèse même du système d'économie numérique espéré par la Chine. Ces manœuvres de répression visent ainsi à faciliter l'introduction du yuan numérique, la monnaie numérique étatique du gouvernement chinois, dont le lancement approche à grands pas.

La Chine étant l'un des principaux centres mondiaux de minage¹ de bitcoin, le nouvel interdit affecte fortement l'industrie minière de données. Ces efforts officiels chinois pour resserrer le contrôle sur ces instruments financiers forcent nombre d'entreprises de minage à se relocaliser. Le message est clair : le yuan numérique est désormais l'une des rares options numériques viables dans le pays.

Tolérance zéro pour les cryptomonnaies

Il y a plusieurs années, la cryptomonnaie a trouvé un terrain fertile en Chine, notamment

1 Le « minage » décrit le processus de supervision et de validation de crypto-transactions dans le système dit de [blockchain](#). Ce processus est expliqué en détails ci-après dans le texte.

du fait que les habitants étaient déjà familiarisés avec le concept de paiement virtuel. À titre d'exemple, en 2019, les [transactions mobiles](#) en Chine ont représenté quatre paiements sur cinq, notamment puisque la population utilise les applications Alipay d'Alibaba et WeChat Pay de Tencent comme mode de paiement privilégié. Entre 2010 et 2016, de nombreuses bourses de cryptomonnaies et fabricants de matériel d'extraction (comme Bitman, le plus grand fabricant de circuits intégrés spécifiques aux applications pour le minage de cryptomonnaies) se sont établis en Chine. Leur popularité a explosé entre autres parce que le bitcoin offrait une option d'investissement et de transfert de fonds à l'étranger qui échappait au contrôle et à la surveillance de l'État.

Bien évidemment, ces échanges numériques ont rapidement inquiété Pékin, pour qui les cryptomonnaies sont apparues comme très volatiles et compromettant le contrôle des systèmes financiers et monétaires du pays (puisque gérées par des particuliers). En 2017, le pouvoir chinois interdit les ICO² et les échanges de cryptomonnaies sans toutefois les criminaliser. Cette mesure n'a pas freiné l'usage de la cryptomonnaie en Chine, bien au contraire. Selon un [rapport de Chainalysis](#), le secteur des cryptomonnaies et le nombre d'utilisateurs de la Chine étaient, début 2021 encore, parmi les plus importants au monde. Entre janvier et juin, les adresses contrôlées par les utilisateurs en Chine ont vu transiter plus de 150 milliards de dollars de cryptomonnaies, ce

2 *Initial coin offering* (ICO), une méthode de collecte de fonds où des jetons sont vendus en échange de monnaie virtuelle active comme le bitcoin. Les émetteurs d'ICO développent ensuite la nouvelle monnaie virtuelle avec les fonds collectés auprès des investisseurs.

qui les place en deuxième position derrière les États-Unis.

Ce statut vient toutefois de changer radicalement : avec le décret du 24 septembre, les cryptomonnaies ne peuvent plus circuler et les bourses étrangères ne peuvent plus fournir de services de cryptofinance aux investisseurs basés en Chine. Il est d'ailleurs formellement interdit aux institutions financières, aux sociétés de paiements et aux entreprises Internet de faciliter le commerce de cryptomonnaies au niveau national. Alors que les précédentes politiques *anti-crypto* n'avaient fait qu'expulser du pays les bourses et autres entreprises de cryptomonnaie, la récente interdiction frappe désormais aussi les négociants et un groupe pour lequel la Chine représentait une base d'opérations privilégiée : les « mineurs ».

Une migration minière forcée

Le « minage » décrit le processus de supervision et de validation de crypto-transactions dans le système dit de *blockchain*. Il consiste, pour les « mineurs », à résoudre de complexes opérations mathématiques par ordinateur, en échange de quoi ils reçoivent une monnaie virtuelle (comme le bitcoin) en récompense. Le *minage* utilise notamment une fonction irréversible appelée fonction de hachage, qui implique la recherche de différentes valeurs. Le fait de passer en revue les données jusqu'à trouver celle qui fonctionne est similaire au travail des mineurs creusant la terre pour en extraire des matières précieuses ; c'est de là que le minage tire son nom.

La Chine était historiquement à la tête de l'extraction de cryptomonnaies : les mineurs chinois ont à un certain moment [contrôlé environ 65 %](#) du *hashrate*³ mondial de bitcoin. Cette domination était en partie due au faible prix de l'électricité dans de nombreuses régions de la Chine. Alors que le minage est excessivement énergivore, les tarifs chinois permettaient des opérations minières importantes et rentables. Avec l'interdiction du commerce et de l'extraction, cependant, les entreprises de minage de cryptomonnaie sont maintenant contraintes de quitter le pays et de chercher un nouveau foyer qui offrirait les mêmes avantages que la Chine.

Le Canada, semble-t-il, répondrait à ces critères. Selon les observations de [Jonathan Ip](#), avocat spécialisé dans les cryptomonnaies de Toronto, les sociétés canadiennes de minage ont récemment accru leur part de marché dans la création de devises numériques pour combler le vide laissé par les mineurs chinois. Le Canada est avantageux pour de nombreuses raisons : les taxes à l'importation sont moins élevées qu'aux États-Unis, les équipements se vendent à moindre coût et le climat froid est propice au refroidissement des ordinateurs (très sollicités par les opérations de calcul induites par le minage). Ces nouvelles réalités soulèvent cependant des enjeux et font craindre que cette industrie n'exerce une trop forte pression sur le système électrique au Québec. En effet, en 2018, [Hydro-Québec](#) a reçu environ 300 requêtes pour le minage de devises numériques, ce qui représentait plus de 40 % de sa capacité de production. Cette migration forcée peut donc

3 Mesure de la puissance de calcul par seconde utilisée lors du minage de cryptomonnaie.

être vue comme une aubaine pour le Canada et pour les sociétés canadiennes d'extraction de bitcoins. Néanmoins, un encadrement éviterait des débordements peu souhaitables.

Le début d'une nouvelle monnaie souveraine

Alors que les cryptomonnaies sont une industrie en plein essor, pourquoi la Chine a-t-elle subitement décidé de s'en débarrasser? Plusieurs raisons importantes se dessinent. Premièrement, Pékin cherche à mieux contrôler les citoyens chinois et leurs activités économiques. Les réseaux décentralisés d'ordinateurs qui gèrent les monnaies numériques les placent hors du contrôle de toute autorité centrale, perspective évidemment très peu appréciée par le pouvoir chinois. Deuxièmement, le gouvernement témoigne depuis plusieurs mois d'une volonté de réduire l'influence du secteur privé et de la classe entrepreneuriale chinoise, particulièrement du secteur technologique (comme le montrent les récentes mesures à l'encontre des géants numériques comme Alibaba et Tencent⁴). Alors

que les cryptomonnaies s'avéraient un moteur de croissance important pour ces entreprises, Pékin pourrait ainsi avoir cherché à contrôler plus fermement leur essor. Enfin, cette interdiction vient également laisser le champ libre au yuan numérique, qui devrait faire ses grands débuts lors des Jeux olympiques de Beijing en 2022. Monnaie certes virtuelle, mais centralisée et directement contrôlée par l'État, le yuan numérique permettra à Pékin de jeter les bases d'une économie dirigée dans l'ère numérique.

Gabrielle Gendron est chercheure à l'Observatoire des conflits multidimensionnels de la Chaire Raoul-Dandurand.

Pour en savoir plus sur la Chaire Raoul-Dandurand et ses travaux: <https://dandurand.uqam.ca/>



⁴ Voir à ce sujet la chronique des nouvelles conflictualités du mois d'avril 2021, « [Alibaba dans le collimateur de Pékin](#) »

